

# GABON



## Caractéristiques géographiques

Langue officielle : français  
Superficie : 267 670 km<sup>2</sup>  
Population : 2,2 millions d'habitants

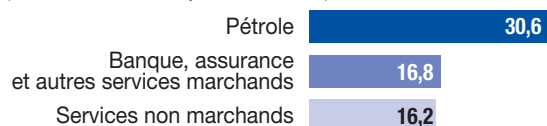
Densité : 8,1 habitants/km<sup>2</sup>  
Taux de croissance démographique : 2,5 %  
Part de la population urbaine : 89,7 %

## Économie

Classement *Doing Business* 2020 : 169<sup>e</sup>/190  
Classement de l'indice de développement humain (IDH) 2019 : 119<sup>e</sup>/189  
Évaluation des politiques et des institutions (note CPIA 2019) : nd  
Indice compétitivité-prix (Ferd, 2018) : 44/100  
Classification Banque mondiale : pays à revenu intermédiaire supérieur  
Niveau de concentration des exportations (indice de Theil, 2015) : 5,2 (4,3 pour l'ASS<sup>1</sup>)  
PIB par habitant (2019) : 7 667 dollars  
Taux de croissance (2019) : 3,9 %  
Inflation (2019) : 2,0 %  
PIB (2019) : 9 474 milliards de francs CFA

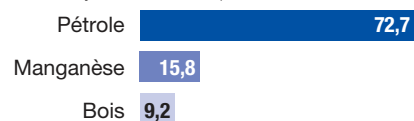
### Principales activités

(en % du PIB nominal, moyenne 2015-2019)



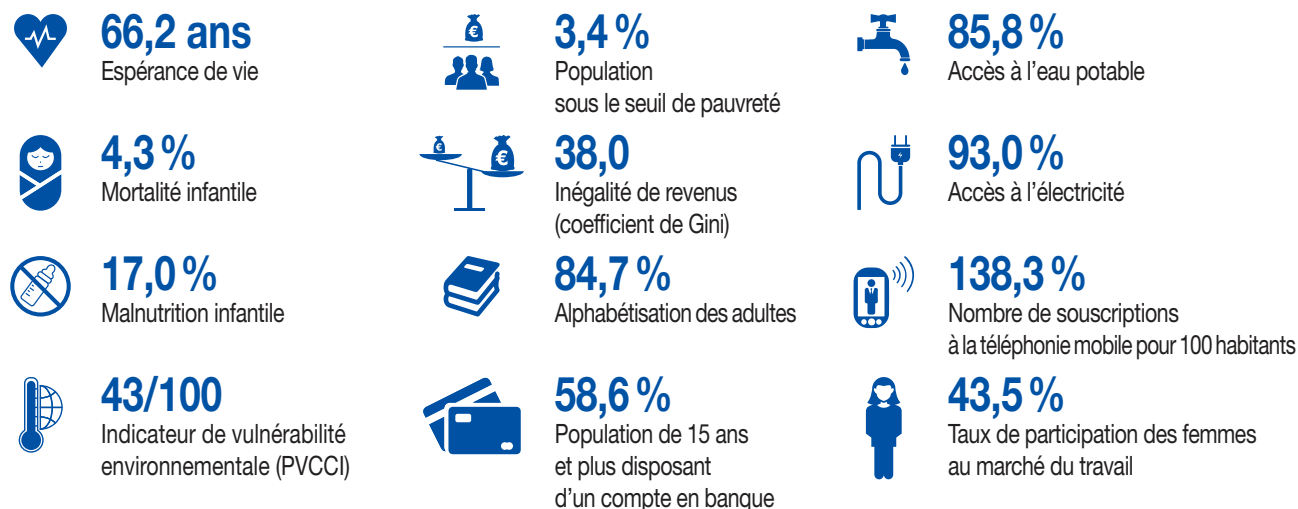
### Principaux biens d'exportation

(en % du total des exportations, moyenne 2015-2019)



<sup>1</sup> Afrique subsaharienne.

## Développement humain et infrastructures



Sources et métadonnées.

## AVERTISSEMENTS ET REMERCIEMENTS

*Cette monographie a été réalisée par le service de l'Afrique et du Développement de la Banque de France. Elle fait partie d'une collection couvrant les différents pays membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) et de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC).*

*es monographies complètent le [Rapport annuel des coopérations monétaires Afrique-France 2019](#), qui se concentre sur la situation économique des pays membres des unions monétaires et présente de façon plus approfondie les actions des institutions régionales, ainsi que les politiques et les évolutions institutionnelles des deux unions économiques et monétaires et de l'Union des Comores. Les données statistiques de ces monographies sont cohérentes avec les données agrégées du Rapport annuel, arrêtées à fin juin 2020 et susceptibles de révisions; elles intègrent également des données plus récentes, notamment en provenance du Fonds monétaire international (FMI).*

*Le détail des indicateurs présentés est disponible sur la page [Sources et métadonnées](#).*

*Nous tenons à remercier chaleureusement la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC) pour sa précieuse collaboration à la rédaction de cette publication.*



## Faits saillants

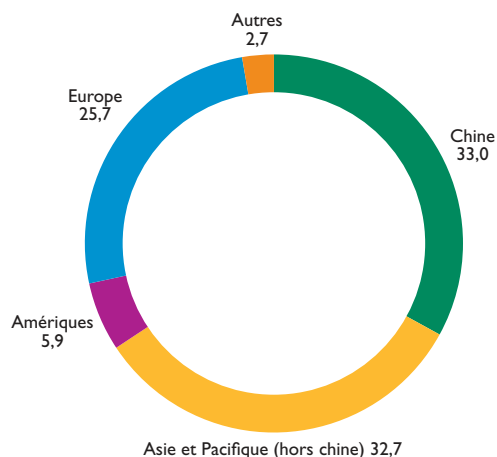
- **Les effets de la crise internationale de la Covid-19 devraient se traduire par un recul du PIB réel de 2,5 %**, après une hausse de 3,9 % en 2019, et par d'importants déséquilibres budgétaires et extérieurs. L'inflation resterait très modérée, à 1,7 % en moyenne annuelle, après 2,0 % en 2019.
- **Face à la crise, le pays a bénéficié du soutien d'urgence de la communauté internationale.** La mise en œuvre de l'instrument de financement rapide (IFR) du Fonds monétaire international (FMI) a permis de dégager 216,0 millions de droits de tirage spéciaux (DTS), tandis que le programme conclu en 2017 avec le FMI au titre du mécanisme élargi de crédit – MEC (464,4 millions de DTS) est arrivé à échéance en juin 2020.
- **La crise de la Covid-19 fait apparaître le caractère crucial d'une réduction de la prédominance du secteur pétrolier**, en faveur d'une diversification économique durable. L'amélioration de la gestion des finances publiques et du climat des affaires peut participer à cet objectif, en renforçant l'attractivité du secteur privé.
- **Le Président Ali Bongo Ondimba, en poste depuis 2009, a été réélu en août 2016 pour un second septennat.** Les élections législatives d'octobre 2018 ont redonné une majorité forte, bien qu'en léger recul, au Parti démocratique gabonais.

## CARACTÉRISTIQUES STRUCTURELLES DE L'ÉCONOMIE

L'économie gabonaise demeure structurellement dépendante de l'exploitation des ressources minérales, en particulier pétrolières. Le secteur primaire (pétrole, manganèse, uranium, or, sylviculture) représente environ 39 % du PIB sur la période 2015-2019. Le secteur pétrolier (31 % du PIB) fournit plus des deux tiers des exportations et 38 % des recettes budgétaires de l'État. Le secteur secondaire (14 % du PIB) connaît un développement modeste, dans le sillage de celui du secteur du bâtiment et travaux publics (BTP) et des industries de transformation des matières premières. La filière bois a, en particulier, été confortée par l'interdiction, en 2010, de l'exportation des troncs à l'état brut et la filière huile de palme est soutenue par les investissements du groupe Olam. Grâce au dynamisme de l'hôtellerie, de la restauration et des transports et télécommunications, la part du secteur tertiaire (47 % du PIB sur 2015-2019) dépasse celle du secteur primaire depuis la crise pétrolière de 2014-2016. Le secteur informel représente, pour sa part, un volume d'activité supérieur à 40 % du PIB<sup>2</sup>.

<sup>2</sup> Fonds monétaire international, L'économie informelle en Afrique subsaharienne, Perspectives économiques régionales, mai 2017.

Destinations des exportations du Gabon (2014-2018)  
(en %, en moyenne sur 5 ans)



Sources : CEPII-BACI et calculs Banque de France.

## Principales productions et prix d'achat aux producteurs du Gabon

	2015	2016	2017	2018	2019 <sup>a)</sup>
<b>Pétrole</b> (en millions de tonnes)	11,9	11,5	10,5	9,6	10,9
Prix du baril de pétrole gabonais (en dollars)	48,0	40,5	51,7	69,4	62,3
Prix moyen à l'export (en milliers de francs CFA par tonne)	207,2	184,3	219,1	281,4	266,2
<b>Manganèse</b> (en millions de tonnes)	4,2	3,4	4,9	5,4	7,3
<b>Bois tropicaux</b>					
Production de grumes (en millions de m <sup>3</sup> )	1,4	1,5	1,9	2,1	2,1
Exportations de bois transformés (en millions de m <sup>3</sup> )	0,6	0,6	0,7	0,8	0,9
Prix à l'exportation (en milliers de francs CFA par m <sup>3</sup> )	362,6	414,9	419,8	393,0	419,6

a) Chiffres provisoires.

Sources : BEAC et administrations nationales.



**Le Gabon fait partie des pays à revenu intermédiaire supérieur.** Le PIB par habitant atteint en 2019, selon la Banque mondiale, 7 667 dollars, au 4<sup>e</sup> rang des pays d'Afrique subsaharienne (ASS) derrière les Seychelles, Maurice et la Guinée équatoriale – la moyenne de l'ASS s'élevant à 1 584,4 dollars. Le pays affiche également des niveaux élevés d'accès aux services publics de base : les taux d'accès à l'électricité et à l'eau courante (respectivement 93,0% et 85,8%), ainsi que le taux d'alphabétisation des adultes (84,7%) dépassent ceux des autres pays d'Afrique centrale. Le Gabon représente ainsi le pays de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) dont l'indice de développement humain est le plus élevé, à 0,70 (Source : *Rapport sur le développement humain*, décembre 2019).

**Les comptes extérieurs demeurent vulnérables aux chocs exogènes liés à la volatilité des prix des matières premières, qui se traduisent par de fortes fluctuations de la croissance (*boom and bust*).** Ils ont ainsi été fragilisés par le contre-choc pétrolier de 2014-2016, la balance courante affichant un déficit de 3,2% du PIB en moyenne sur la période 2015-2019. Le caractère structurellement déficitaire de la balance des services et le recul des exportations pétrolières en valeur pénalisent l'équilibre de la balance courante. Cet équilibre est également fragilisé par la montée de l'endettement, accélérée par les effets déstabilisants de la crise de la Covid-19.

**Le Gabon connaît, comme les autres États de la CEMAC, une inflation peu élevée (2,3% en moyenne sur la période 2015-2019).** L'ancrage du franc CFA sur l'euro joue en effet un rôle modérateur sur les prix. Des facteurs conjoncturels (hausse des droits indirects, perturbations dans les transports, inflation importée) peuvent toutefois nourrir des tensions inflationnistes limitées, comme en 2018 (+ 4,8% en moyenne annuelle).

**Le secteur bancaire gabonais, deuxième de la CEMAC en matière d'actifs, se caractérise par sa forte concentration autour des trois principaux établissements de crédit (BGFIBank, BICIG**

**et l'Union gabonaise de banque – UGB).** L'activité de crédit apparaît peu dynamique : les encours bruts ont ainsi reculé globalement de 3,5% entre décembre 2015 et décembre 2019, dans un contexte marqué par l'atonie de l'activité privée et un environnement des affaires peu favorable. L'accès aux services bancaires apparaît élevé, avec une bancarisation de plus de 56,8% de la population de 15 ans et plus, contre 43% en moyenne en ASS (Source : Findex). La progression rapide de l'inclusion financière est portée notamment par la diffusion des services financiers mobiles, environ 45% des adultes étant titulaires d'un compte en 2017, contre 21% en moyenne en ASS.

## CONJONCTURE ET PRÉVISIONS

**La prévalence de la pandémie de Covid-19 est l'une des plus élevées de l'ASS (4 241 cas par million d'habitants, contre 1 457 cas en moyenne en ASS)<sup>3</sup>.** La stratégie de riposte des autorités, accompagnée par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), a en effet été axée sur le renforcement et la décentralisation des capacités de diagnostic – 2 000 tests réalisés quotidiennement, selon l'OMS, entre juillet et novembre 2020. Les mesures d'endiguement gouvernementales incluent notamment la mise en place d'un état d'urgence sanitaire, de restrictions à l'entrée sur le territoire, la fermeture de lieux publics (enseignement, culte, loisirs), la limitation stricte des rassemblements et des déplacements, ainsi que l'instauration d'un couvre-feu.

**Affectée par le recul de l'activité mondiale lié à la crise de la Covid-19, l'activité économique devrait reculer de 2,5% en 2020, après le rebond de près de 4% enregistré en 2019.** La reprise observée en 2019 provenait principalement des hausses de la production de pétrole (+ 13%), grâce notamment à l'entrée en production du champ de Simba, et des

### Activité économique et inflation au Gabon

(en %)

	2017	2018	2019	2020 <sup>a)</sup>
<b>Variation annuelle du PIB</b>	0,5	0,4	3,9	- 2,5
<b>Inflation (en moyenne annuelle)</b>	2,7	4,8	2,0	1,7

a) Prévisions.

Source : BEAC.

3 La pandémie a touché, au 14 décembre 2020, 9 330 personnes (dont 63 décès), principalement à Libreville. Source : Centre européen de prévention et de contrôle des maladies (ECDC).

productions minière (manganèse) et forestière. Le secteur primaire avait ainsi contribué à la croissance pour 3,2 points. En 2020, l'impact économique du choc de la Covid-19 passerait avant tout par des canaux de transmission externes, à travers un repli des exportations de matières premières (pétrole, bois) et le recul de l'investissement tant privé (secteur pétrolier) que public. La chute du tourisme, mais aussi les effets négatifs des mesures de distanciation sociale, notamment sur le secteur des services, ont également pesé sur l'activité. Selon la Banque des États de l'Afrique centrale – BEAC (décembre 2020), le PIB par tête pourrait reculer de 12,5% sur l'année, pour revenir à son niveau de 2005.

**Dans ce contexte, les tensions inflationnistes demeureraient limitées en 2020**, la baisse globale des prix du pétrole pesant en particulier sur les prix des carburants. Les hausses des prix alimentaires résultant des perturbations temporaires d'approvisionnement et de distribution seraient fortement atténuées par les mesures administratives de contrôle de prix. La progression des prix à la consommation atteindrait 1,7% en moyenne annuelle en 2020, après 2,0% en 2019, soit un niveau inférieur au seuil communautaire de la CEMAC, s'élevant à 3,0%.

**Le budget du Gabon devrait enregistrer en 2020 un déficit global (base engagements, dons compris) de 5,1%, succédant à un excédent de 2,3% en 2019.** En 2019, cet excédent traduisait, après plusieurs exercices marqués par la crise des matières premières, la consolidation entreprise dans le cadre du programme triennal de mécanisme élargi de crédit (MEDC) conclu avec le Fonds monétaire international (FMI), ainsi que la hausse des recettes pétrolières. En 2020, la détérioration des comptes publics découlerait d'un net repli des recettes pétrolières (- 53,4%), dans le sillage de la production et des cours internationaux. Outre le financement de l'effort sanitaire (66 milliards XAF), le plan de riposte gouvernementale à la crise (4,2% du PIB) contient d'importantes mesures de soutien à l'économie et aux populations :

indemnisation du chômage technique, banque alimentaire, gratuité des transports publics, de l'eau et de l'électricité<sup>4</sup> (25 milliards), allègements fiscaux pour les particuliers et PME-TPE<sup>5</sup> (83 milliards), guichet de financement d'urgence (225 milliards), moratoire sur la dette bancaire des entreprises en difficulté. L'impact du plan de riposte serait toutefois plus que compensé par un recul des autres dépenses courantes et des dépenses en capital (- 22,0%).

**La crise de la Covid-19 se traduirait également par un creusement des déficits extérieurs.** La bonne tenue du secteur pétrolier avait permis, en 2019, d'atténuer le déficit courant (- 2,1%) et de maintenir un solde global légèrement positif (+ 0,3%). Inversement, en 2020, la chute de près d'un tiers des exportations contribuerait à dégrader fortement la position extérieure, creusant le déficit courant à - 9,6%. La détérioration du climat économique international se traduirait également par un recul des investissements directs étrangers (- 8,1%). Au total, le solde global de la balance des paiements passerait ainsi en territoire négatif, à - 3,4% à fin 2020.

**Les institutions multilatérales se sont mobilisées pour aider les autorités à faire face aux besoins de financement découlant de la crise de la Covid-19.**

Deux décaissements d'urgence ont été effectués par le FMI, au titre de l'instrument de financement rapide (IFR), pour 216 millions de DTS (152,6 millions de dollars, 100% de la quote-part). La Banque mondiale a également alloué un financement de 9 millions de dollars en soutien au Programme de préparation stratégique et de réponse (PPSR). Après l'expiration, en juin 2020, du MEDC<sup>6</sup>, les autorités apparaissent déterminées à négocier en 2021 un nouveau programme de stabilisation macroéconomique.

**Dans le contexte de repli économique, le poids de la dette publique (57,8% du PIB en 2019 selon la BEAC) progresserait de plus de 11,5 points de PIB en 2020 (source : FMI, octobre 2020).** Le FMI juge néanmoins la dette soutenable, tout en notant une vulnérabilité croissante du pays vis-à-vis des chocs extérieurs. À cet égard, et compte tenu des besoins de financement, la poursuite des efforts de consolidation budgétaire et d'amélioration de la gestion des finances publiques semble nécessaire, notamment par la mise en place d'une stratégie de gestion de la

4 *Gratuité pour tous les abonnés de la Société d'énergie et d'eau du Gabon (SEEG), restreinte en juin 2020 aux foyers les plus modestes.*

5 *Petites et moyennes entreprises-Très petites entreprises.*

6 *Le programme a expiré le 18 juin 2020, sans que la sixième et dernière revue ait été validée.*

dette à moyen terme. S'agissant de la dette interne, les autorités mettent en œuvre depuis juin 2020 un nouvel audit des arriérés de paiement afin d'en assurer l'apurement. Il convient de demeurer vigilant sur la non-accumulation de nouveaux arriérés, aux effets potentiellement procycliques.

**Les retombées économiques de la Covid-19 pèsent sur les perspectives du secteur bancaire, qui apparaît toutefois très solide.** À fin 2019, les créances en souffrance brutes (9,8% des créances brutes) diminuent fortement et semblent correctement provisionnées, avec un taux de créances en souffrance nettes de 2,8%. Les difficultés économiques du secteur privé, combinées à d'éventuels arriérés de paiement des administrations publiques, pourraient néanmoins se traduire par une dégradation sensible de la qualité des portefeuilles de crédit. Le secteur bancaire gabonais apparaît toutefois résilient : son ratio global de couverture des risques par les fonds propres s'élève à 26,7% à fin 2019 (contre 20,6% globalement en CEMAC) et les sept banques de la Place respectent l'exigence réglementaire de 10,5%. Il affiche en outre un niveau de rentabilité très confortable, matérialisé par un taux de rendement des actifs (ROA) de 2,2% et un taux de rentabilité des fonds propres (ROE) de 17,3% en 2019<sup>7</sup>.

## ENJEUX ET DÉFIS

**La forte vulnérabilité à la chute des cours internationaux des matières premières, illustrée par les crises de 2014-2016 et de 2020, milite pour un renforcement des efforts de diversification.**

Le Plan stratégique Gabon émergent (PSGE), lancé en 2009, visait en partie à développer les secteurs non pétroliers, à travers trois piliers : « Gabon industriel », « Gabon vert » et « Gabon des services ». Sa mise en œuvre a été ordonnée autour des orientations stratégiques 2011-2016 puis, face aux retombées de la crise pétrolière, du Plan de relance de l'économie (PRE, 2017-2019). Dans le contexte de la crise de la Covid-19, le Plan de stabilisation et de relance

de l'économie annoncé en avril 2020 – mais toujours en cours de conception – devait orienter la politique économique du Gabon vers la réalisation de deux objectifs principaux : la réduction de la dépendance vis-à-vis du secteur pétrolier et le renforcement de la sécurité alimentaire du pays.

**La gestion des finances publiques demeure un axe d'amélioration important pour favoriser le rebond de l'économie et le développement du pays lors de la sortie de crise.** Des réformes ont été engagées afin d'améliorer la qualité et la transparence de la dépense publique, avec en particulier la transposition complète des six directives CEMAC du cadre harmonisé de gestion des finances publiques, ou l'apurement des arriérés intérieurs et extérieurs. Le Gabon affiche par ailleurs un taux de pression fiscale de 18,4% en 2019, un niveau supérieur au seuil communautaire de 17,0%. Comme le note le FMI (juillet 2020), il apparaît nécessaire de dégager un espace budgétaire supplémentaire – notamment en rationalisant les revenus fiscaux – et de renforcer l'efficacité des dépenses publiques, notamment les investissements publics, cruciaux pour une augmentation durable du potentiel de croissance.

**L'amélioration du climat des affaires reste nécessaire en vue d'une croissance forte et inclusive.**

Le Gabon se place ainsi au 169<sup>e</sup> rang du classement *Doing Business 2020* de la Banque mondiale. La création d'entreprises a été récemment facilitée, grâce à la mise en place d'un guichet unique et d'une procédure accélérée, et en avril 2020 par la libéralisation du capital des sociétés à responsabilité limitée (SARL). Le FMI (juillet 2020) note également des évolutions positives en matière de transparence et de lutte contre la corruption, telles que le renforcement en cours du compte unique du Trésor, la transmission des contrats pétroliers à la BEAC ou les engagements concernant l'utilisation des fonds de l'instrument de financement rapide (suivi et audit des dépenses couvertes, publication des contrats de marchés publics). La nouvelle version du Code pénal promulguée en juin 2020 durcit par ailleurs la répression de la corruption et du blanchiment de capitaux. Le FMI et la Commission de la CEMAC encouragent le pays à poursuivre ses efforts dans ce domaine, dans le cadre notamment de la candidature du pays à l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE), dont il avait été radié en 2013.

<sup>7</sup> À titre de comparaison, le ROA et le ROE des grandes banques européennes s'élevaient respectivement à 0,4% et 5,2% à fin 2019 selon la Banque centrale européenne – BCE (Supervisory Banking Statistics, 1st quarter 2020, juillet 2020 – données agrégées des 113 institutions significatives supervisées directement par la BCE).

## PROJETS DE DÉVELOPPEMENT EN COURS

**Plusieurs projets d'investissements, exécutés dans le cadre du PSGE et du PRE, visent à réduire le retard du Gabon en matière d'infrastructures énergétiques, de transports et de télécommunications.**

Le déploiement de la fibre optique se poursuit ainsi, dans le cadre du projet *Central African Backbone*, et les autorités planifient le raccordement du réseau à celui du Cameroun. Un nouvel aéroport international doit être construit d'ici 2023 à Libreville, dans le cadre d'un partenariat public-privé (PPP) conclu avec le groupe singapourien Olam – lequel avait précédemment piloté l'installation du nouveau terminal portuaire d'Owendo, inauguré en octobre 2017. Dans le domaine des transports, on note également la construction du tronçon routier Port Gentil-Omboué, livré en décembre 2020, ou la réhabilitation de la route transgabonaise (2023) et du chemin de fer transgabonais (2024). Plusieurs des onze grands projets intégrateurs prioritaires identifiés par la Commission de la CEMAC impliquent par ailleurs le Gabon – c'est notamment le cas de la construction de la route Kogo-Akurenam, qui reliera le pays à la Guinée équatoriale, et du tronçon Ndendé-Dolisie, facilitant la liaison entre le Gabon et le Congo.

**Les autorités planifient la seconde phase du programme de développement « Gabonaise des réalisations agricoles et des initiatives des nationaux engagés (GRAINE) », dont la première phase s'est achevée en 2019.** Porté par l'État gabonais et le groupe Olam, avec l'appui de la Banque africaine de développement, ce PPP vise à consolider la sécurité alimentaire du pays et à réduire le chômage dans les zones rurales. Il a pour objet également de promouvoir

l'entrepreneuriat agricole et la constitution de coopératives, dans la filière de l'huile de palme et des cultures vivrières (manioc, banane plantain), grâce notamment à l'aménagement de zones industrielles et agricoles, la fourniture de parcelles, un accompagnement technico-financier des coopératives et la création de points de distribution de la production. Le volet industriel et agricole du programme s'accompagne d'une action sociale publique, avec la construction d'écoles, de centres de santé et l'approvisionnement en eau et en électricité des zones concernées. La première phase du programme s'est traduite par une forte progression de la production d'huile de palme – passée de 7 000 à 105 000 tonnes entre 2016 et 2020. Elle n'a en revanche pas rempli ses objectifs en matière de réduction des importations de biens alimentaires, ou s'agissant de la hausse de la part du secteur agricole dans le PIB (5,6 % du PIB en 2020, contre 20 % attendus dans le cadre du programme).



## ANNEXE

## Gabon – Comptes nationaux

(en milliards de francs CFA (XAF) ; taux et variations en %)

	2016	2017	2018	2019
<b>Ressources</b>	<b>10 667,6</b>	<b>11 424,2</b>	<b>11 985,9</b>	<b>12 681,4</b>
<b>PIB nominal</b>	<b>7 949,0</b>	<b>8 482,3</b>	<b>8 842,9</b>	<b>9 473,6</b>
dont secteur pétrolier	1 996,8	2 230,6	2 631,2	2 813,7
<b>Importations de biens et services</b>	<b>2 718,6</b>	<b>2 941,9</b>	<b>3 143,0</b>	<b>3 207,8</b>
Biens	1 564,8	1 679,8	1 711,7	1 839,8
Services	1 153,8	1 262,1	1 431,3	1 368,0
<b>Emplois</b>	<b>10 667,6</b>	<b>11 424,2</b>	<b>11 985,9</b>	<b>12 681,4</b>
<b>Consommation finale</b>	<b>6 254,1</b>	<b>6 746,0</b>	<b>6 413,5</b>	<b>6 595,5</b>
Publique	1 553,0	1 655,4	1 533,0	1 309,6
Privée	4 701,1	5 090,6	4 880,5	5 285,9
<b>Formation brute de capital fixe <sup>a)</sup></b>	<b>1 696,3</b>	<b>1 495,5</b>	<b>1 959,7</b>	<b>2 207,0</b>
Publique	526,5	189,3	311,2	456,5
Privée	1 169,8	1 306,2	1 648,4	1 750,4
dont secteur pétrolier	392,0	450,6	631,2	682,4
Variations de stock	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Exportations de biens et services</b>	<b>2 717,1</b>	<b>3 182,7</b>	<b>3 612,8</b>	<b>3 879,0</b>
Biens	2 544,9	3 001,2	3 429,9	3 683,4
Services	172,2	181,5	182,9	195,6
Épargne intérieure brute	1 694,9	1 736,3	2 429,4	2 878,1
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	- 1,5	240,8	469,8	671,2
<b>Revenus des facteurs</b>	<b>- 392,9</b>	<b>- 595,4</b>	<b>- 860,5</b>	<b>- 820,0</b>
Épargne intérieure nette	1 302,0	1 140,9	1 568,9	2 058,1
Taux d'investissement (en% du PIB)	<b>21,3</b>	<b>17,6</b>	<b>22,2</b>	<b>23,3</b>
Variations				
Taux de croissance du PIB en volume	2,0	0,5	0,4	3,9
Taux de croissance du PIB pétrolier en volume	- 2,9	- 8,5	- 8,2	13,0
Prix à la consommation en moyenne	2,1	2,7	4,8	2,0

a) Y compris variations de stocks.

Source : BEAC.

## Gabon – Tableau des opérations financières

(en milliards de francs CFA (XAF))

	2016	2017	2018	2019
<b>Recettes totales</b>	<b>1 423,2</b>	<b>1 423,6</b>	<b>1 580,8</b>	<b>1 931,3</b>
<b>Recettes budgétaires</b>	<b>1 423,2</b>	<b>1 423,6</b>	<b>1 580,8</b>	<b>1 931,3</b>
Recettes pétrolières	423,1	574,4	583,4	747,2
dont impôt sur les sociétés et redevance	205,1	313,2	354,2	436,0
Recettes non pétrolières	1 000,1	849,2	997,4	1 184,2
dont recettes non fiscales	101,8	79,0	127,4	113,8
<b>Dons extérieurs (dont annulations PPTE et IADM)</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
<b>Dépenses totales et prêts nets</b>	<b>1 833,0</b>	<b>1 649,0</b>	<b>1 701,0</b>	<b>1 716,4</b>
<b>Dépenses courantes</b>	<b>1 412,7</b>	<b>1 350,4</b>	<b>1 270,1</b>	<b>1 320,2</b>
Salaires	730,9	732,8	701,0	688,9
Intérêts	193,2	219,0	225,0	224,9
Sur la dette intérieure	61,0	79,8	92,0	84,3
Sur la dette extérieure	132,2	139,2	133,0	140,6
Autres dépenses courantes	488,6	398,6	344,0	406,4
<b>Dépenses en capital</b>	<b>395,6</b>	<b>219,7</b>	<b>329,9</b>	<b>368,2</b>
Dépenses budgétaires	156,4	154,4	164,1	261,9
Dépenses financées sur emprunts extérieurs	239,2	65,3	165,8	106,2
<b>Dépenses de restructuration</b>	<b>24,7</b>	<b>78,9</b>	<b>101,0</b>	<b>28,0</b>
<b>Prêts nets</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
<b>Solde primaire (hors dons) <sup>a)</sup></b>	<b>- 38,4</b>	<b>- 20,9</b>	<b>178,6</b>	<b>461,7</b>
<b>Solde base engagements (dons compris) <sup>b)</sup></b>	<b>- 409,8</b>	<b>- 225,4</b>	<b>- 120,1</b>	<b>214,9</b>
<b>Arriérés</b>	<b>14,0</b>	<b>- 84,7</b>	<b>32,0</b>	<b>- 66,7</b>
Arriérés intérieurs	- 133,0	- 70,0	- 5,3	- 2,0
Arriérés extérieurs	147,0	- 14,7	37,3	- 64,7
<b>Solde base caisse <sup>c)</sup></b>	<b>- 395,8</b>	<b>- 310,1</b>	<b>- 88,2</b>	<b>148,2</b>
<b>Financement</b>	<b>395,8</b>	<b>310,1</b>	<b>88,2</b>	<b>- 148,2</b>
<b>Financement intérieur</b>	<b>382,6</b>	<b>- 48,8</b>	<b>- 114,5</b>	<b>- 145,7</b>
Bancaire	429,8	93,0	183,9	104,0
Non bancaire	- 47,2	- 141,8	- 298,3	- 249,6
<b>Financement extérieur</b>	<b>13,2</b>	<b>358,9</b>	<b>202,6</b>	<b>- 2,6</b>
Tirages sur emprunts	239,2	553,1	373,1	257,2
Amortissements sur emprunts dette extérieure	- 244,0	- 306,3	- 170,4	- 259,8
Réaménagement de la dette extérieure	18,0	112,0	0,0	0,0
En pourcentage du PIB				
Recettes totales (hors dons)	17,9	16,8	17,9	20,4
Recettes pétrolières	5,3	6,8	6,6	7,9
Dépenses courantes	17,8	15,9	14,4	13,9
Solde base engagements (dons compris) <sup>b)</sup>	- 5,2	- 2,7	- 1,4	2,3
Dette publique	67,6	66,5	64,1	57,8

a) Solde primaire = recettes budgétaires – dépenses courantes (hors intérêts sur dette extérieure) – dépenses budgétaires en capital – dépenses de restructuration – prêts nets.

b) Solde base engagements = recettes totales (dons compris) – dépenses totales et prêts nets.

c) Solde base caisse = Solde base engagements + arriérés.

Source : BEAC.

## Gabon – Balance des paiements

(en milliards de francs CFA (XAF))

	2016	2017	2018	2019
<b>a - Solde des transactions courantes (1 + 2 + 3)</b>	<b>- 445,6</b>	<b>- 405,2</b>	<b>- 439,5</b>	<b>- 196,7</b>
<b>1 - Biens et services</b>	<b>1,3</b>	<b>245,8</b>	<b>478,2</b>	<b>681,9</b>
<b>Balance des biens</b>	<b>982,9</b>	<b>1 326,4</b>	<b>1 726,6</b>	<b>1 854,3</b>
Exportations de biens FOB	2 547,7	3 006,1	3 438,3	3 694,1
dont : pétrole	1 940,5	2 068,5	2 449,5	2 648,0
manganèse	321,5	619,2	636,1	627,7
bois	256,5	280,5	314,7	379,9
Importations de biens CAF	- 1 896,4	- 2 032,1	- 2 119,8	- 2 171,0
Importations de biens FOB	1 564,8	1 679,8	1 711,7	1 839,8
dont : secteur pétrolier	- 370,4	- 540,7	- 582,5	- 718,9
secteur minier	- 61,3	- 67,4	- 65,2	- 68,7
secteur forestier	- 13,1	- 20,9	- 20,2	- 25,0
<b>Balance des services</b>	<b>- 981,6</b>	<b>- 1 080,6</b>	<b>- 1 248,5</b>	<b>- 1 172,4</b>
dont fret et assurances	- 326,6	- 347,0	- 402,4	- 325,2
<b>2 - Revenus primaires</b>	<b>- 392,9</b>	<b>- 595,4</b>	<b>- 860,5</b>	<b>- 820,0</b>
dont intérêts sur la dette	- 132,2	- 139,2	- 133,0	- 140,6
<b>3 - Revenus secondaires</b>	<b>- 54,1</b>	<b>- 55,6</b>	<b>- 57,1</b>	<b>- 58,6</b>
<b>Administrations publiques</b>	<b>2,8</b>	<b>3,4</b>	<b>4,0</b>	<b>4,6</b>
<b>Autres secteurs</b>	<b>- 56,9</b>	<b>- 59,0</b>	<b>- 61,1</b>	<b>- 63,2</b>
<b>b - Compte de capital</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
<b>c - Compte financier</b>	<b>- 210,9</b>	<b>428,4</b>	<b>357,4</b>	<b>218,8</b>
Investissements directs	736,0	784,0	846,6	1 045,8
Investissements de portefeuille	117,0	131,0	165,9	176,4
Autres investissements	- 1 064,0	- 486,5	- 655,2	- 1 003,4
<b>Financement exceptionnel (pour mémoire)</b>	<b>165,0</b>	<b>97,3</b>	<b>37,3</b>	<b>- 64,7</b>
<b>d - Erreurs et omissions nettes</b>	<b>- 138,3</b>	<b>- 184,5</b>	<b>156,2</b>	<b>8,9</b>
<b>e - Solde global (a + b + c + d)</b>	<b>- 794,9</b>	<b>- 161,3</b>	<b>74,1</b>	<b>31,0</b>
<b>Solde courant (en% du PIB)</b>	<b>- 5,6</b>	<b>- 4,8</b>	<b>- 5,0</b>	<b>- 2,1</b>
<b>Solde global (en% du PIB)</b>	<b>- 10,0</b>	<b>- 1,9</b>	<b>0,8</b>	<b>0,3</b>

Source : BEAC.

## Gabon – Crédits à l'économie ventilés selon leur maturité initiale

(en milliards de francs CFA (XAF))

	2016	2017	2018	2019
Court terme	669	638	603	594
Moyen terme	474	457	546	585
Long terme	30	25	21	17
<b>Total</b>	<b>1 172</b>	<b>1 121</b>	<b>1 170</b>	<b>1 196</b>

Source : BEAC.

## Gabon – Bilan simplifié du système bancaire

(en milliards de francs CFA (XAF))

Actif	2017	2018	2019	Passif	2017	2018	2019
<b>Valeurs immobilisées</b>	<b>191</b>	<b>207</b>	<b>258</b>	<b>Capitaux permanents</b>	<b>407</b>	465	371
<b>Opérations avec la clientèle</b>	<b>1 487</b>	<b>1 526</b>	<b>1 584</b>	<i>dont fonds propres</i>	392	413	345
Crédits au secteur public	496	430	444	<b>Opérations avec la clientèle</b>	1 858	2 072	2 106
<i>dont crédits à l'Etat</i>	456	409	442	<i>dont dépôts du secteur public</i>	200	174	194
Crédits au secteur privé	891	935	1 100	<i>dont dépôts du secteur privé</i>	1 547	1 744	1 708
Créances nettes en souffrance	73	136	42	<b>Opérations diverses</b>	98	113	114
Autres opérations avec la clientèle	26	25	20	<b>Opérations de trésorerie et opérations interbancaires</b>	179	132	103
<b>Opérations de trésorerie et opérations interbancaires</b>	<b>697</b>	<b>832</b>	<b>456</b>	Opérations de refinancement et comptes à vue avec la BEAC	49	24	0
Opérations monétaires et comptes à vue avec la BEAC	336	510	391	Autres opérations de trésorerie et interbancaires	130	108	103
Autres opérations de trésorerie et interbancaires	361	322	65				
<b>Autres postes de l'actif (sommes déductibles des capitaux permanents et opérations diverses)</b>	<b>166</b>	<b>216</b>	<b>395</b>				
<b>Total</b>	<b>2 541</b>	<b>2 782</b>	<b>2 693</b>	<b>Total</b>	<b>2 541</b>	<b>2 782</b>	<b>2 693</b>

Source : Commission bancaire de l'Afrique centrale.

## Gabon – Compte de résultat simplifié du système bancaire

(en milliards de francs CFA (XAF))

	2017	2018	2019
<b>I. Produits bancaires</b>	<b>399</b>	<b>376</b>	<b>344</b>
Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	4	5	6
Produits sur opérations avec la clientèle	143	128	125
Produits sur opérations de crédit-bail et de location simple	24	21	11
Produits sur opérations diverses	214	210	185
Produits du portefeuille titres et des prêts à souscription obligatoire	14	13	17
<b>2. Charges bancaires</b>	<b>182</b>	<b>150</b>	<b>129</b>
Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	10	5	3
Charges sur opérations avec la clientèle	32	33	24
Charges sur opérations de crédit-bail et de location simple	18	16	10
Charges sur opérations diverses	122	96	93
Charges sur ressources permanentes	1	1	0
<b>3. Produit net bancaire (1 - 2)</b>	<b>217</b>	<b>226</b>	<b>215</b>
4. Produits accessoires nets	1	0	1
<b>5. Produit global d'exploitation (3 + 4)</b>	<b>217</b>	<b>226</b>	<b>216</b>
6. Frais généraux	125	126	117
7. Amortissements et provisions nets sur immobilisations	14	13	10
<b>8. Résultat brut d'exploitation (5 - 6 - 7)</b>	<b>78</b>	<b>87</b>	<b>90</b>
9. Provisions nettes sur risques	30	24	15
10. Rentrées sur créances abandonnées/pertes sur créances irrécouvrables	6	-6	-3
<b>11. Résultat d'exploitation (8 - 9 + 10)</b>	<b>54</b>	<b>58</b>	<b>72</b>
12. Résultat exceptionnel net	-8	7	2
13. Résultat sur exercices antérieurs	3	3	-1
14. Impôt sur le bénéfice	14	16	14
<b>15. Résultat net (11 + 12 + 13 - 14)</b>	<b>33</b>	<b>52</b>	<b>60</b>

Source : Commission bancaire de l'Afrique centrale.

## Gabon – Indicateurs d'activité du système bancaire

(en %)

	2017	2018	2019
<b>Coefficient net d'exploitation</b> (frais généraux + dotations aux amortissements) / PNB)	64,2	61,4	58,7
<b>Coefficient de rentabilité</b> (résultat net / fonds propres)	8,5	12,5	17,3
<b>Taux de marge nette</b> (résultat net / produit net bancaire)	15,4	22,8	27,7
<b>Taux brut de créances en souffrance</b> (créances en souffrance brutes / total des créances brutes)	12,8	17,1	9,8
<b>Taux net de créances en souffrance</b> (créances en souffrance nettes / total des créances nettes)	4,9	8,8	2,8
<b>Taux de provisionnement</b> (provisions pour créances en souffrance / créances en souffrance brutes)	64,9	52,9	74,0

Source : Commission bancaire de l'Afrique centrale.

## Gabon – Indicateurs prudentiels du système bancaire

(en %)

	2017	2018	2019
<b>Ratio de couverture des risques (solvabilité)</b>	12,6	13,5	26,7
<b>Rapport de liquidité</b>	157,1	169,7	166,0

Source : Commission bancaire de l'Afrique centrale.

## Gabon – Pourcentage des banques respectant les normes prudentielles

(en % des banques déclarantes)

	2017	2018	2019
Représentation du capital minimum	75	88	100
Couverture des risques	88	88	100
Limite globale de la norme de division des risques	88	88	100
Limite individuelle de la norme de division des risques	25	75	86
Couverture des immobilisations	88	88	71
Rapport de liquidité	88	88	86
Coefficient de transformation	75	88	100
Engagements aux apparentés	88	88	100
Adéquation des fonds propres	nd	nd	86

nd : non disponible.

Source : Commission bancaire de l'Afrique centrale.